

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION n° 2013 024 - Modification du règlement intérieur du syndicat

Séance du Comité syndical du 18 juin 2013

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet du Préfet de la Région Ile de France, Préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat mixte Autolib',

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib',

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

Article premier : Approuve la nouvelle rédaction du règlement intérieur du syndicat et autorise le Président à faire parvenir les convocations, les délibérations et les dossiers du syndicat aux élus membres du comité syndical selon les modalités précisées dans le règlement intérieur.

Le Président du Comité syndical



Julien Bargeton

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2013 024 – *Modification du règlement intérieur du syndicat.*

Séance du Comité syndical du 18 juin 2013

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Lors de son premier comité syndical, le 9 juillet 2009, 15 collectivités ont décidé d'adhérer au syndicat mixte ouvert créé par arrêté préfectoral, le 9 juillet 2009.

18 mois après son lancement le service Autolib' compte 28 000 abonnés actifs un an, plus de 17 millions de kilomètres parcourus et près de 800 stations installées sur tout le territoire métropolitain.

Pour exprimer à la fois cette dimension territoriale et apporter plus de visibilité à l'institution, il vous a été proposé de faire évoluer le nom du syndicat et de l'intituler « **Autolib' Métropole** » ainsi que d'adopter sa nouvelle identité visuelle. De même afin de mieux faire connaître l'action métropolitaine des membres du syndicat, il a été décidé de mettre en ligne un nouveau site internet.

Au delà de la partie informative grand public, le site internet propose un espace réservé à chaque membre afin d'y télécharger les convocations, les délibérations et tous les dossiers mis à disposition des élus.

Afin de permettre une diffusion dématérialisée des dossiers du Comité syndical, il vous est proposé un nouveau règlement intérieur.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir procéder aux votes.

Le Président du Comité Syndical

Julien Bargeton



REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE SYNDICAL

Séance du Comité Syndical du 18 juin 2013

ARTICLE 1 : REUNION DU COMITÉ SYNDICAL

Article 1.1 : Périodicité des séances (Article L.2121-7 du CGCT)

Le Comité Syndical se réunit au moins une fois par semestre et à chaque fois que le Président le juge utile.

Article 1.2 : Convocations (Articles 2121-10 et 2121-12 du CGCT)

Toute convocation est faite par le Président, elle peut être signée par un des Vice-président(e)s si ce dernier est empêché. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée sur le site internet www.autolibmetropole.fr. Elle est adressée sous quelque forme que ce soit à l'adresse postale des collectivités des délégués.

L'envoi des convocations sera effectué par courrier par voie postale au minimum 10 jours avant le Comité Syndical.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Comité Syndical, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Le Président est tenu de convoquer le Comité Syndical dans un délai maximal de trente jours lorsqu'une demande motivée lui est faite, soit par le Préfet d'un département dans lequel est sise une commune ou un groupement de communes adhérant au Syndicat, soit par le tiers au moins des membres du Comité Syndical.

Article 1.3 : Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 1.4 : Envoi des délibérations et accès aux dossiers

Les projets de délibérations ou à défaut une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération, pourront être téléchargés sur le site www.autolibmetropole.fr par les membres du Comité au plus tard 5 jours avant la date du Comité Syndical.

Durant les 5 jours précédant le Comité Syndical, les délégués peuvent consulter les dossiers au siège du Syndicat aux heures ouvrables et sur le site internet www.autolibmetropole.fr.

Les membres du Comité seront avertis par courriel dès la mise en ligne des dossiers sur le site www.autolibmetropole.fr.

Pour les délégués qui le souhaitent le dossier des délibérations pourra être envoyé par voie postale si ils en font la demande auprès du secrétariat d'Autolib' Métropole.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Comité Syndical auprès de l'administration du Syndicat, devra se faire sous couvert du Président, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 du CGCT.

Article 1.5 : Questions orales (Article L. 2121-19 du CGCT)

Lors de chaque séance du Comité, les délégués syndicaux peuvent poser des questions orales ayant trait aux affaires du Syndicat auxquelles le Président ou le Vice-président compétent répond directement.

La parole est demandée au Président et est donnée dans l'ordre des demandes. Le Président y répond immédiatement sauf s'il s'avère que les questions posées demandent une recherche ou une étude particulière.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du Comité Syndical spécialement organisée à cet effet.

Il peut être décidé, sur un ou plusieurs points précis, de fixer une limite pour la discussion.

Lorsque la parole n'est plus demandée, ou lorsque la durée limite fixée pour la discussion est expirée, le Président déclare la discussion close.

Article 1.6 : Questions écrites

Chaque membre du Comité Syndical peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant le Syndicat mixte ou l'action du Syndicat.

ARTICLE 2 : DEBATS ET VOTES DES DELIBERATIONS

Article 2.1 : Déroulement de la séance

Le Président, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des délégués, constate le quorum et proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint. Il fait approuver le procès verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président appelle les affaires figurant à l'ordre du jour, en suivant le rang d'inscription. Le Président peut modifier l'ordre des affaires soumises à délibération ou reporter une affaire à une séance ultérieure. Il peut aussi soumettre au Comité Syndical des «questions diverses», qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du Comité Syndical.

Le Président accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le Président. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président lui-même ou d'un Vice-président.

Le Président peut autoriser les services à apporter des précisions sur l'affaire en cours d'examen.

Article 2.2 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Président aux membres du Comité Syndical qui la demandent.

Les membres du Comité Syndical prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du Comité Syndical s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 2.4.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 2.3 : Débat d'orientation budgétaire (Article L. 2312-1 CGCT)

Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget (à l'exception du premier budget du Syndicat), un débat a lieu au Syndicat mixte sur les orientations budgétaires. Le projet de budget du Syndicat mixte est préparé par le Président du Syndicat mixte qui est tenu de la communiquer aux membres du Syndicat mixte avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

Le débat d'orientation budgétaire a lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il donnera lieu à délibération et sera enregistré au procès verbal de séance.

La convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Article 2.4 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Président de séance. Le Président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un délégué.

Il revient au Président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 2.5 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Comité Syndical.

Les amendements ou contre-projets doivent être présentés par écrit ou oralement en séance au Président. Le Comité Syndical décide si ces amendements sont mis en délibération ou rejetés.

Article 2.6 : Votes (Articles L. 2121-20 et L. 2121-21 du CGCT)

Sauf dispositions statutaires contraires, les délibérations du Comité Syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Le résultat est constaté par le Président et le secrétaire.

Il est voté au scrutin secret soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Le Comité Syndical peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si un membre du Comité Syndical est personnellement concerné par une délibération, il lui appartient de le signaler au Président et de ne pas prendre part au vote.

ARTICLE 3 : COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS

(Article L. 2121-23 du CGCT)

Les délibérations sont inscrites par ordre de date, dans le registre.

Les séances publiques du comité donnent lieu à l'établissement du procès verbal de l'intégralité des débats. Le procès-verbal de la dernière réunion est envoyé aux membres du Comité Syndical avec l'invitation à la réunion suivante.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du Comité Syndical ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

ARTICLE 4 : ROLE DU BUREAU (Article L5211-10 CGCT)

Article 4.1 : Composition

Conformément à l'article 12 de ses statuts et de la délibération 2009-005 du 24 septembre 2009, le Comité Syndical élit un Bureau composé du Président, des Vice-présidents et de membres désignés au sein du Comité Syndical.

Un membre du Bureau empêché d'assister à une séance peut donner, en cas d'empêchement de son suppléant pouvoir écrit de voter en son nom à un autre membre de son choix. Aucun membre ne peut être porteur de plus de deux pouvoirs.

Le mandat des membres du Bureau expire en même temps que celui des membres du Comité.

Article 4.2 : Attributions

Le Comité Syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Président ou au Bureau. Le Bureau a une mission de coordination. Il est chargé de la préparation des assemblées plénières du Comité Syndical.

Il est rendu compte au Comité Syndical des décisions prises par le Bureau dans l'exercice des délégations, notamment les avis émis.

Article 4.3 : Fonctionnement

Le Président, ou à défaut, un des Vice-présidents qui le supplée, préside et organise les débats du Bureau du Syndicat mixte.

Les réunions du Bureau ont lieu sur convocation du Président. Le Bureau ne peut procéder au vote que si la moitié plus un de ses délégués est présente ou représentée.

Les délibérations du Bureau sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, chaque membre disposant d'une voix. En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

En cas de vacance d'un siège, quelle qu'en soit la cause, le Comité pourvoit au remplacement du membre en cause lors de sa première session suivant la vacance.

Les séances du Bureau ne sont pas publiques.

Les responsables de l'administration du Syndicat mixte peuvent assister aux séances et être appelés par le Président de séance à fournir toutes explications demandées par un membre du Bureau.

Le compte rendu de séance est établi et signé par le Président et communiqué aux membres du Bureau.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 5.1 : Commissions (Article L. 2121-22 CGCT)

Le Comité Syndical peut créer des commissions thématiques consultatives chargées d'étudier les questions soumises au syndicat mixte.

Elles sont convoquées par le Président du Syndicat dans les huit jours qui suivent leur nomination ou à plus bref délai à la demande de la majorité des membres qui la composent. A cette première réunion, les commissions désignent un Vice-président qui peut les convoquer et les présider si le président est absent ou empêché. Il en assure les convocations et en anime les travaux. Il fixe les dates, horaires et lieux de réunions qui seront mentionnés sur la convocation adressée au moins cinq jours francs avant la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle.

Article 5.2 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par délibération du Comité Syndical.

Il devra, en outre, être adopté à chaque renouvellement des conseils municipaux membres du Syndicat dans les six mois qui suivent l'installation de ces conseils.

Signé le 18 juin 2013

A *Pais*

Par le Président du comité syndical

